

Biorégions et biorégionalismes¹

Thierry Paquot

L'économie financiarisée mondialisée n'oppose plus, dorénavant, le local au global comme il y a une cinquantaine d'années, elle reconfigure, sans cesse, les territoires avec les délocalisations/relocalisations des entreprises, mais aussi avec l'extension du commerce en ligne et surtout la généralisation des innombrables activités numérisées qui semblent hors-sol. Face à cette situation, de plus en plus de personnes visent à inscrire leur existence dans des lieux qu'ils ménagent avec une grande attention environnementale. Ce ne sont pas des néo-ruraux ou des télétravailleurs quittant les métropoles mais des « Terrestres », persuadés que la santé de la Terre et la santé du monde vivant – dont la leur, humains – sont interdépendantes. Ils constatent que de nombreux territoires possèdent des atouts sous-valorisés et offrent de bonnes conditions de vie, pour autant qu'on sache les exalter. Ces territoires sont prêts à assurer une partie de leurs autonomies alimentaire et énergétique, pour cela, il convient de rompre avec les anciens découpages administrativo-politiques et de promouvoir des biorégions. Celles-ci correspondraient aux exigences contemporaines du mieux-vivre. De quoi s'agit-il ? Ce texte encadre l'approche d'Alberto Magnaghi sur la biorégion urbaine en le mettant en dialogue au fil du temps avec les visions d'autres auteurs.

¹ Cet essai est une reprise actualisée de PAQUOT 2022, alors écrit en dialogue serré avec la réflexion biorégionaliste d'Alberto Magnaghi, et est également en relation avec PAQUOT 2025, dont je reprends ici quelques formulations. Les thèmes de ce mémoire sont traités plus largement dans PAQUOT 2020 et 2021.

Région et régionalisme

C'est vraisemblablement à la suite de sa lecture d'un article du géographe anarchiste Élisée Reclus (1830-1905), « The Evolution of Cities » (RECLUS 1895), que Patrick Geddes (1854-1932) examine les transformations qui remodelent toute ville, tel un organisme vivant, ayant à la fois une dimension écologique et une autre humaine. C'est ce qu'il représente en 1909 dans un diagramme montrant une *Valley section* avec ses données physiques, climatiques, naturelles, techniques, géographiques.... C'est cette étude-type d'une vallée qu'il transpose à la « région », au sens géographique mais aussi botanique et zoologique du terme. Patrick Geddes (1915) adopte la trilogie, *Place, Work et Folk* qu'il emprunte à Frédéric Le Play, pour étudier une région et associer ses habitants à imaginer leur devenir, du reste il n'hésite pas à lui substituer une autre triade, plus environnementale : *Territory, Occupations et Organisms*. Ce penseur atypique et inventif ignore la notion de « biorégion urbaine » mais utilise celle de « région urbaine » (*Region City*) qu'il examine attentivement en y dressant les cartes des plantes et des arbres, des animaux, des fleuves et rivières, des montagnes et collines, etc., tout cet ensemble, encore « sauvage » ou déjà « cultivé », du monde vivant et de la nature qui confère à un site ses paysages, ses qualités organiques, ses caractéristiques spécifiques, dont certaines nourriront l'imaginaire des habitants.

Au même moment deux autres auteurs présentent la « région urbaine » comme l'évolution « naturelle » de l'extension de certaines villes, dont l'*aura* va au-delà du territoire communal : le suisse Georges de Montenach et le français Robert de Souza. Le premier, dans *Pour le visage aimé de la patrie* (MONTENACH 1908), explique que l'urbanisation en cours s'étale sur des territoires plus amples que la simple municipalité, aussi faut-il avoir en tête la région et non pas la ville pour imaginer son devenir et en prévoir les équipements indispensables à son habitabilité. Il se préoccupe du « paysage urbain », d'où sa crainte d'une « uniformisation » des villes et de leurs agrandissements inconsidérés. Il préconise la délimitation de « zones de beauté », la plantation de forêts urbaines, la multiplication des jardins (il promeut alors le « jardin ouvrier et familial » de l'abbé Lemire en Suisse) et la mise en valeur du patrimoine (aussi bien les « monuments naturels » que l'architecture vernaculaire) en le maintenant vivant. Il pressent la fin des villes :

la ville alors ne sera plus ce que nous désignons encore sous ce vocable suranné ; par son extension, par la division de ses parties elle prendra un caractère régional, elle deviendra comme une fédération de quartiers ayant chacun, malgré des communications incessantes avec leurs frères, un caractère particulier, et à la vie citadine, centralisée à outrance, qui distingue notre temps, se substituera peu à peu une décentralisation complète dont nous voyons déjà les premiers symptômes.

Le second, poète vers-libriste et membre de la Section d'hygiène urbaine et rurale du Musée Social, dans *Nice, capitale d'hiver* (SOUZA 1913), suggère de réunir un chapelet de villes, petites et grandes, par un chemin de fer longeant la Méditerranée... Il conseille l'élaboration d'un « plan régional paysagiste » qui contribue à des extensions organiques et esthétiques des villes existantes tenant compte de l'orientation pour leur meilleure insolation, des « espaces libres » pour la promenade, un cadre arboré et planté pour la qualité de la vie des habitants, petits et grands.

C'est en 1911 que Jean Charles-Brun (1870-1946) publie *Le Régionalisme* dans lequel il dénonce l'excès de centralisation de la France et l'abus de suprématie de Paris dans tous les domaines, avant de magnifier les trois « caractères propres du régionalisme », qui est une méthode, une discipline et un essai de conciliation.

Le mot « régionalisme », qui daterait de 1874, exprime la décentralisation et le fédéralisme proudhonien. Jean Charles-Brun présente 28 propositions de découpage de la France en régions, échelonnées de 1851 à 1911, qui maintiennent ou non les départements. Ainsi Auguste Comte suggère 17 « intendances », Frédéric Le Play imagine 13 « Provinces » et le géographe Paul Vidal de La Blache opte pour 17 « Régions » Jean Charles-Brun considère le régionalisme comme un jeu entre « tradition et progrès », « individu et État », « particularisme et patriotisme », d'où sa valorisation de la mutuelle et des associations et autres formes de coopération, sans oublier la famille. Le régionalisme n'est pas un hymne nostalgique à une région idéalisée et conservatrice, mais une volonté de contrer Paris, en modernisant l'économie de chaque région, afin d'y garder leurs habitants et leurs savoir-faire artisanaux et agricoles et les encourager à veiller aux valeurs culturelles locales – dont la langue – tout en en créant de nouvelles dans la continuité d'une longue histoire. C'est à une décentralisation qu'il œuvre. C'est encore ce qu'il pense sous Vichy lorsqu'il participe à la Commission des provinces qui doit mettre en place une Assemblée régionale (BARRAL 1974). Le chef de l'État français, le Maréchal Pétain, indique dans son message du 11 juillet 1940 que « des gouverneurs seront placés à la tête des grandes provinces françaises et ainsi l'administration sera concentrée et décentralisée ». Ces deux intentions sont contradictoires, les régionalistes sont aussi partisans d'une déconcentration, or le régime de Vichy demeure étatiste, du moins ses hauts-fonctionnaires, dont certains conserveront leur poste après la guerre. En février 1942, la carte des vingt provinces est publiée, avec les vingt préfetures régionales, à la tête desquelles se tient un gouverneur que le Maréchal imagine comme non pas un administratif, mais « l'autorité » qui impulse une nouvelle politique en parcourant sans cesse sa région. Un « conseil provincial » épaulera le gouverneur, il rassemblera de trente à quarante-cinq membres, représentant par tiers les « valeurs territoriales », les « valeurs économiques » et les « valeurs spirituelles ». Il aura « deux femmes au maximum » ! Jamais la population – les citoyens – n'est mentionnée pour élire ses « représentants », participer aux décisions, donner son avis...

Au lendemain de la guerre le régionalisme et le fédéralisme connaissent un léger renouveau. De nombreux ouvrages, dans différents pays, dessinent les régions qu'une Europe fédérerait... C'est ignorer la force de l'État-Nation qui refuse à se fondre dans une nouvelle configuration géographico-politique. Puis, le régionalisme, du moins en France, s'efface progressivement de la scène politique : est-ce un problème de renouvellement générationnel ou de désintérêt des citoyens ? La réforme territoriale mise en œuvre, en décembre 2015, sous la présidence de François Hollande, sans aucun débat public, réduisant de manière technocratique les vingt-deux régions métropolitaines à treize, dont aucune ne fait sens, ni géographiquement ni historiquement...

Biorégionalisme à l'américaine

Lewis Mumford (1895-1990) a lu en français Jean Charles-Brun et apprécie Patrick Geddes et Piotr Kropotkine, en particulier son livre *Fields, factories and workshops* (КРОПОТКИН 1899). Aussi n'est-il guère étonnant de le voir cofonder avec Clarence Stein, Henry Wright, Catherine Bauer et Benton MacKaye, en 1923, la Regional Planning Association of America (RPAA) et créer des cités-jardins comme Sunnyside Gardens (dans le Queens à New-York) et Radburn (dans le New Jersey). Lewis Mumford organise une tournée de conférences aux États-Unis pour Patrick Geddes, dont l'une avec ses ami-e-s de la RPAA. Malgré leur détermination, ces activistes ne réussirent pas à transformer les États-Unis en une pluralité de régions où prédomineraient leurs caractéristiques « naturels » (dont le bassin versant). Plus tard, dans le sillage de ce que l'on appelle le « *Southern regionalism* » des États-Unis (ODUM, MOORE 1938), certaines de leurs idées seront reprises et développées par les partisans du *New Urbanism*, lorsqu'ils définiront *The Regional City* mieux articulée à l'écologie de son territoire, sans pour autant imaginer le biorégionalisme. Celui-ci naît en Californie, porté par des écologistes comme Peter Berg (1937-2011), Raymond Dasmann (1919-2001), Gary Snyder (1930), Kirpatrick Sale (1937), Stephanie Mills (1948), etc..

Les deux premiers signent, en 1977, « *Reinhabiting California* », article qui devient rapidement une référence parmi les militants environnementaux. On peut y lire : « réhabiter signifie apprendre à vivre *in situ* au sein d'une aire qui a précédemment été perturbée et endommagée par l'exploitation. » Plus loin, ils précisent :

une biorégion peut initialement être déterminée par le biais de la climatologie, de la géomorphologie, de la géographie animale et végétale, de l'histoire naturelle et d'autres sciences naturelles encore. Cependant, ce sont les gens qui y vivent, avec leur capacité à reconnaître les réalités du vivre *in situ* qui s'y pratique, qui peuvent le mieux définir les limites d'une biorégion (BERG, DASMANN 1977).²

Ainsi cette communauté biotique est à l'origine de la biorégion, bien souvent liée à un bassin-versant. C'est du reste les ressources en eau qui déterminent la taille de la population humaine pouvant réhabiter ce lieu, sans en gaspiller ses ressources, privilégiant la juste mesure de tout... Kirpatrick Sale dans son essai sur le biorégionalisme en 1985 en précise le contenu :

les fondements de cette économie reposeraient sur un nombre minimal de biens et la quantité minimale de perturbations environnementales, parallèlement à l'utilisation maximale du travail humain et de son inventivité. [...] Sur tous les points, dans tous les processus, les objectifs du système seraient de réduire l'utilisation de l'énergie et des ressources, de minimiser la production et de favoriser la conservation et le recyclage, de maintenir la population et les stocks de produits à un niveau à peu près constant et équilibré. La durabilité et non la croissance serait son objectif (SALE 1985).

Pour Mathias Rollot (2018), son traducteur en français, le biorégionalisme s'avère anti-capitaliste (le profit n'est pas recherché, la gratuité est ordinaire), anti-nationaliste (c'est la décentralisation qui domine et l'humain et le non-humain coopèrent) et anti-spéciste (toutes les espèces vivantes cohabitent).³

Le romancier et poète Jim Dodge (né en 1945), qui réside en Californie du nord, est un partisan de la « biorégion », qu'il avoue ne pas pouvoir définir.

² Voir aussi BERG 1978.

³ Voir aussi ROLLOT, SCHAFFNER 2021. Pour une synthèse du biorégionalisme « à l'américaine » : ANDRUSS ET AL. 1990.

À dire vrai, il ne souhaite pas doter cette notion d'une définition, c'est précisément sa plasticité qui la caractérise. « Un élément central du biorégionalisme qui le distingue des autres politiques territorialisées », affirme-t-il, « est l'importance accordée aux systèmes naturels, à la fois comme source d'alimentation mais aussi comme corps de symboles duquel nos esprits se repaissent » (DODGE 2024). Aucune biorégion n'est semblable à une autre, son climat, son sol, son bassin-versant, son relief, ses populations avec leurs références historico-culturelles, sa biodiversité, etc., expriment la diversité des situations terrestres, malgré l'homogénéisation que les systèmes techniques s'évertuent à globaliser, tout en uniformisant les modes de penser. Jim Dodge considère la « variation biotique », entendue comme « une différence significative dans les populations végétales et animales », comme le critère de qualification des « régions biologiques ». Il remarque que le « bassin-versant » ou « système de drainage d'une rivière » s'avère compliqué à délimiter tant le système hydrographique peut se composer de diverses rivières.... « Récapitulons », écrit-il :

les critères le plus souvent avancés pour faire des distinctions biorégionales sont les facteurs biotiques, le bassin-versant, le relief, le culturel ou phénoménologique, la présence spirituelle et l'altitude. Pris ensemble, comme je pense qu'ils devraient l'être, ils nous donnent une bonne idée d'où nous en sommes et de la vie qui s'entremêle à la nôtre.

Il y ajoute l'anarchie. « J'hésite », confie-t-il,

à utiliser ce mot merveilleux, parce qu'il a été si dénaturé par des merdeux réactionnaires pour effrayer les gens qu'il est scandaleusement associé au chaos sanglant et à la folie démoniaque, plutôt qu'à la décentralisation et l'autodétermination politique, à un engagement pour l'équité sociale. L'anarchie ne signifie pas hors de contrôle ; elle signifie hors de leur contrôle.

Il vise-là, à la fois, les serviteurs de l'État et du système économique capitaliste. Mais il sait combien il sera difficile de transformer le système économique, aussi invite-t-il à des actions locales, autonomes, de subsistance. Il réduit à deux grandes catégories, la résistance et la renaissance, la mise en œuvre du biorégionalisme. C'est à chacune et chacun dans le lieu qui lui sied le mieux qu'il convient de mettre

en branle le biorégionalisme, de stopper le saccage environnemental et d'inventer une nouvelle culture « d'ici 800 ou 1000 ans » précise-t-il...

Le territoire comme bien en-commun

Pour Alberto Magnaghi (2014a ; 2017 ; 2022) l'urbanisation contemporaine détruit à la fois les campagnes et les villes, aussi préconise-t-il la création de « biorégions urbaines ». « La biorégion urbaine », écrit-il,

est le référent conceptuel approprié pour traiter d'une manière intégrée les domaines économiques (système local territorial), *politiques* (autogouvernement) ; *environnementaux* (écosystème territorial) et de *l'habiter* (lieux fonctionnels et lieux de vie dans un ensemble de villes, bourgs et villages) d'un système socio-territorial qui cultive un équilibre de *co-évolution* entre établissement humain et milieu ambiant, rétablissant sous une forme nouvelle les relations de longue durée entre ville et campagne pour atteindre l'équité territoriales (MAGNAGHI 2014a, 77).

Il invite aux expérimentations, à la fondation d'une Société des Territorialistes (effective en 2011 à Florence), à l'ouverture d'un Observatoire des pratiques bio-territoriales et conclut, ainsi, son traité : « Ces expériences aident l'imaginaire à produire les visions d'une *planète foisonnante de biorégions en réseaux* qui coopèrent pour reconstruire le milieu ambiant de l'homme en favorisant une mondialisation par le bas » (*ibid.*, 168). Alberto Magnaghi considère que dorénavant la « conscience du lieu » précède la « conscience de classe » et que c'est à partir de lui que l'on ménage une nouvelle biogéographie, dont la biorégion urbaine s'avère cruciale.

Et en France ?

Comme je l'ai dit ou écrit à plusieurs reprises, la biorégion urbaine est avant tout une *espérance*. Elle n'est pas réalisable immédiatement sans conditions préalables. Elle n'est pas délimitée une fois pour toute, ses frontières s'avèrent nécessairement poreuses et fluctuantes. Elle reposera sur la trilogie décisionnelle suivante : le cas par cas, le sur-mesure et le avec les habitants et le vivant.

Autant dire qu'elle rencontrera des résistances. Les « républicains » y verront une entorse à l'application des mêmes règles partout, les « nationalistes » une attaque inadmissible à la patrie menacée par le séparatisme, les technocrates-centralisateurs une réduction de leur pouvoir, etc.. Pourtant, je suis convaincu que la biorégion urbaine s'imposera progressivement, car elle répond aux défis environnementaux qu'affronte la société, en privilégiant la « bonne échelle ». Pourquoi « urbaine » ? Pour la simple raison que la terre est devenue urbaine et que l'urbanisation des mœurs vient homogénéiser les valeurs et les comportements de tout *homo urbanus*. Même la décroissance des mégapoles, à laquelle j'appelle depuis une quinzaine d'années, ne désurbanisera pas pour autant nos esprits. En effet l'urbain constitue notre culture, plus ou moins commune à l'échelle mondiale. Y compris dans ses modalités de résistances et ses incroyables créolisations... À quoi pourrait ressembler une biorégion urbaine ? À un assemblage territorial à la fois décentralisé, déconcentré et autogéré regroupant des habitations isolées, des hameaux, des villages, des villes de tailles diverses. Il ne s'agit aucunement de supprimer les villes (à l'instar de Pol-Pot et de « l'utopie meurtrière » des Khmers rouges...), mais de les ramener à une « échelle humaine » et d'assurer leur complémentarité avec les campagnes. C'est l'opposition villes/campagnes que le productivisme a conforté qu'il convient de transformer en unité solidaire perméable, sans subordination de l'une à l'autre. Le processus d'urbanisation impulsé par le capitalisme s'effectue selon plusieurs modalités (*global city*, mégapole, bidonville, *gated community*, urbain diffus...) et il serait vain de promouvoir un modèle territorial valable partout, sans tenir compte des spécificités historiques, géographiques, écologiques, culturelles des populations et de leurs rapports aux lieux et aux techniques. On se souvient de Benton MacKaye (1921) imaginant des villes-paysages reliées entre elles par un réseau autoroutier, de Frank Lloyd Wright (1932) dessinant une « ville évanescence » en pleine nature, dans laquelle les habitants circulent en automobile, de Melvin Webber (1996) évoquant, à la fin des années 1950, « l'urbain sans lieu ni borne », observant que l'automobile et le téléphone déspatialisent les activités humaines,

favorisant ainsi de nouvelles localisations éparpillées sans pour autant réduire leur capacité à générer de l'urbanité... À cette époque, et compte tenu du faible coût de l'essence et de la non prise en considération des émissions de gaz à effet de serre, l'automobile s'apparente à la liberté individuelle. C'est un moyen de transport commode, aussi n'est-elle pas alors diabolisée.

Plusieurs auteurs s'accordent, peu ou prou, sur l'extension du domaine de l'urbain. Pour Henri Lefebvre, les villes et les campagnes sont submergées par l'urbain, Françoise Choay (2009) stigmatise les « non-villes » et les « non-campagnes » et annonce « le règne de l'urbain et la mort de la ville ». Quant à Bernard Charbonneau (2019), il dénonce la « banlieue totale », désastre produit consciemment par les technocrates au nom du déménagement territorial productiviste. Ces analyses nous encouragent à concevoir de nouvelles configurations écolo-géographiques singulières, dont la population, selon les cas, variera de plus d'un million à quelques dizaines de milliers, ce qui laisse imaginer au moins deux à trois cents biorégions, certaines à cheval sur les actuelles frontières avec les pays voisins.

L'État-Nation perdra la plupart de ses prérogatives et une Fédération européenne de biorégions (la FEB) pourra alors se constituer, sans attribuer à une ville la fonction de capitale, devenue vaine, avec peut-être cinq à six mille biorégions. La gouvernance territoriale sera au plus près des habitants, la bureaucratie et son pouvoir vertical disparaîtra au profit de nouvelles modalités politiques collégiales et transversales. L'organisation thématique (le logement, la scolarité, les parcs et jardins, les transports, etc.) sera remplacée par l'ouverture de quelques « maisons » aux activités écologisées : la *Maison des Temps* (qui harmonisera les temps sociaux aux rythmes de chaque habitant, petits et grands, hommes et femmes, etc.), la *Maison du Mieux-Être* (qui soignera les malades, veillera à une alimentation saine pour tous, etc.), la *Maison de la Solidarité* (qui prendra soin des plus précaires, assurant la redistribution des aides sociales, encourageant toutes les coopérations...), la *Maison des Gais Savoirs* (qui supervisera les écoles, les collèges, les lycées et les universités, les conservatoires, les centres d'apprentissages, les gymnases et stades, les musées, les lieux de création, etc.).

Les femmes et hommes politiques « professionnels » seront progressivement remplacés par des citoyens tirés au sort pour un mandat d'une année non renouvelable, ainsi chacune et chacun participera à la vie démocratique, à un moment de son existence.... Attention, il ne s'agit aucunement d'encourager une quelconque forme d'autarcie, chaque biorégion entretiendra avec les autres des échanges équitables, nombreux et variés. Du reste, la multiplication des interrelations a d'ores et déjà transformé la géographie affective de tout habitant. Celle-ci est à la fois physique, virtuelle, rêvée et participe à *l'urbanisation des mœurs* dont les aspects aliénants sont contrebalancés par un éventail inédit des possibles. Nul refus de la ville, mais seulement de la ville productiviste, qui attend sa transformation pour renouer avec les campagnes voisines et solidaires, qui elles aussi se métamorphoseront avec la transition d'une agriculture intensive en une agroécologie. L'énorme problème à régler est celui de la paysannerie. En effet, le départ à la retraite de la moitié des agriculteurs d'ici dix ans en France et l'absence d'une relève précipiteront de nombreux territoires dans une déruralisation absolue. Une campagne sans aucune ferme, sans production agricole, sans élevage ? L'enjeu n'est pas seulement sociétal et économique mais aussi écologique et culturel. D'où le recours à un maraîchage urbain, à des fermes urbaines, à des jardins partagés et autres activités agricoles dans les villes. Et à une installation de nouveaux paysans dans les campagnes désertées et d'urbains effectuant plusieurs activités dont certaines liées à l'agriculture, là où ils résident. Le boulanger-paysan est une de ces nouvelles figures, qui à la fois relance la production de céréales locales oubliées pour en faire une farine de qualité, mais aussi de la paille pour la construction.... « Être natif », explique Agnès Sinaï (2023), « ce n'est pas être défini par son lieu de naissance, c'est appartenir à un lieu, au sens d'être reliée à un milieu par une forme d'attachement. Réhabiter, c'est entrer en résonance avec le territoire pour réparer un lien rompu par la transformation productiviste des espaces vécus ». Pour elle, le biorégionalisme n'est aucunement un localisme, mais un « choix réhabitant délibéré ».

C'est ce qu'elle a configuré avec Yves Cochet et Benoît Thévard avec le scénario « après l'effondrement » (SINAÏ ET AL. 2020), dans lequel ils détricotent le Grand Paris, projet daté et marqué par l'idéologie néfaste et démesuré du « toujours plus ». Ils considèrent qu'un tel territoire décidé d'en-haut accroît sa vulnérabilité et qu'il est indispensable de le découper en biorégions, plus hospitalières, plus frugales, plus à même de décroître les mobilités, tout en inventant une économie mieux articulée aux ressources locales et aux préoccupations des habitants. L'agroforesterie, la coopération, la biomasse, le vélo, le ralentissement, l'autogestion, l'habitat partagé, le pluri-travail, la monnaie locale, les matériaux bio-sourcés locaux, l'économie d'énergie, etc., sont quelques-unes des mille alternatives à expérimenter dans ce cadre territorial inédit : la biorégion. Agnès Sinaï (2022) considère que « le biorégionalisme est une composante de la permaculture : c'est une vision qui propose l'incorporation du territoire dans le milieu par un mode d'existence *in situ*, c'est-à-dire un repositionnement des habitats humains selon une conscience des lieux et des autres êtres vivants ». S'inspirant de Bill Mollison, David Holmgren, Michael Crofoot ou encore de Colin Moorcraft, elle prône un *retrofitting*, qui réactualise le *do it yourself* de la *Beat Generation* en l'écologisant. Plusieurs initiatives militantes (la ZAD du Carnet dans l'estuaire de la Loire, le Syndicat de la montagne limousine sur le plateau de Millevaches, le Parlement du Loire, des Comités de bassin de la forêt dans les Pyrénées, les associations comme Eau et Rivières en Bretagne, le bassin-versant du Gouët, les actions des collectifs Territoires pionniers et Hydromonde dans l'Orne, l'Huveaune à Marseille, la biorégion-écotone du Sancy, etc.) s'opposent au productivisme destructeur et imagine de nouvelles territorialités pour une vie plus harmonieuse avec la nature, où une sorte de « recouler pour mieux sauter » permet de relier les bonnes pratiques actuelles (AGOSTINI, VANNETIELLO 2022) aux futures (DUHEM, PEREIRA DE MOURA 2020). Qu'est-ce qui nous délivrera de notre dépendance à la consommation ? La question n'est plus « pourquoi », pas plus que « comment », mais « avec qui » ?